Soazic Courbet

Ce document est extrait de la publication multiformat *Déborder Bolloré*. Il a été généré puis rendu accessible sur deborderbollore.fr, la plateforme hébergeant toutes les ressources autour du projet, dont cette contribution. *Déborder Bolloré* met en avant la pensée de chercheureuses, d'imprimeureuses, d'éditeurices et de libraires qui analysent et/ou subissent les dynamiques de concentration et d'extrême droitisation du marché. Chacun·e tente de formuler, depuis sa position respective, des réponses à cette question urgente : comment faire face au libéralisme autoritaire dans le monde du livre ?

Déborder, depuis une position de libraire engagée

En 2016, pour mes 30 ans, j'ai eu la chance, grâce à Aurélie Olivier du festival Littérature, etc., de lire la bande dessinée *Les Sentiments du prince Charles*, de Liv Strömquist, traduit par Kirsi Kinnunen et publiée aux éditions Rackham. La première page du livre nous projette aux côtés du prince Charles et de Diana lors d'une conférence de presse peu de temps après leurs fiançailles. La journaliste s'adresse au prince Charles et lui demande : « Êtes-vous amoureux ? » Il lui répond : « Oui… Quel que soit le sens du mot "amour" » alors que Diana le regarde le cœur au bord des yeux. Quand je lis cette bande dessinée à l'époque, je porte pour la première fois les fameuses lunettes du genre, celles qui nous font voir le monde tel qu'il est dans son ensemble, c'est-à-dire empreint de domination et de violences patriarcales. Les lectures s'enchaînent, les nouvelles lunettes aussi et les nombreuses

dynamiques d'oppressions se dévoilent, l'une après l'autre. L'Affranchie s'est ainsi construite depuis, au regard de ces nombreuses lectures, un livre à la fois.

En relisant l'article de Marie Kirschen pour la *Revue du Crieur*, numéro 24, « Les féministes jouent livre sur table. Comment la "vague féministe" secoue le milieu de l'édition » du 4 avril 2024, il est clair que le mouvement #MeToo, depuis 2017, a largement permis un développement des publications féministes. Qu'il s'agisse de nouvelles collections dans de gros groupes éditoriaux (« Nouveaux jours » chez JC Lattès, « Points Féministe », « Œuvre du matrimoine », une collection Librio chez Flammarion), de la création de nouvelles maisons d'édition (Dalva en 2021, blast en 2019, Hors d'atteinte en 2018), ces engagements touchent désormais tous les genres littéraires : des essais aux beaux livres historiques, des romans aux albums jeunesse. Que vous passiez dans une librairie indépendante ou dans un supermarché du livre (ou grande surface culturelle), vous trouverez des références féministes. C'est un fait incontournable. Pour une librairie spécialisée, c'est-à-dire une librairie qui propose principalement des livres sur un sujet déterminé, le stock de L'Affranchie peut paraître généraliste, puisque vous y trouverez des romans, des BD, de la poésie, des albums jeunesse, des essais, des livres de cuisine, d'architecture, d'écologie… à la grande spécificité que toutes nos références sont engagées en féminismes. Concrètement, cela veut dire que nous valorisons les livres engagés, qui sont écrits par des femmes, personnes non-binaires et trans, et donc, que nous avons moins de 1 % de livres écrits par des hommes hétéro cisgenre dans notre stock. Il ne s'agit pas d'une discrimination comme je peux le lire régulièrement en ligne. Il s'agit d'une prise de position : vous trouverez partout, tout le temps, des livres écrits par des hommes cishet, nous pouvons décider de ne pas les vendre.

Quand j'écris ces mots en janvier 2025, L'Affranchie compte pas moins de 6 500 références en stock, pour un chiffre d'affaires de 300 000 € HT au bilan 2023. L'Affranchie a été créée en 1992, je l'ai reprise en 2012, il y a donc 13 ans, et jusqu'en septembre 2023, j'étais la seule à y travailler à temps plein. Jusqu'en 2016, la librairie était spécialisée en théâtre et poésie, les engagements féministes se sont ensuite immiscés dans nos vies — celle de la librairie et la mienne. Qu'est-ce que ce chiffre d'affaires, après autant d'années d'existence, dit de nous ? Qu'être spécialisées et engagées ne nous rapporte pas d'argent. Que chaque mois est une bataille pour payer les échéances, les salaires, le loyer. Je repense à cette réponse du prince Charles, « quel que soit le sens du mot "amour" » et je ne peux m'empêcher de copier cette réplique et de l'attribuer à notre questionnement

Pour citer cette contribution :

→ « Depuis une position de libraire engagée, joies et limites, l'exemple de L'Affranchie librairie, à Lille », Soazic Courbet, dans *Déborder Bolloré*, ouvrage collectif, coédition collective, CC BY–NC–ND, 2025.

Ou alors :

→ « Depuis une position de libraire engagée, joies et limites, l'exemple de L'Affranchie librairie, à Lille », Soazic Courbet dans *Déborder Bolloré*, Alexandre Balcaen, Amzat Boukari-Yabara, Soazic Courbet, Thierry Discepolo, Karine Solene Espineira, Arnaud Frossard, Tristan Garcia, Bakonet Jackonet, Danièle Kergoat, LABo (Libraires Anti-Bolloré), Clara Laspalas, Jérôme LeGlatin, Le comité éditorial des éditions du bout de la ville, Les Soulèvements de la terre, Florent Massot, Jean-Yves Mollier, Pascale Obolo, Clara Pacotte, Antoine Pecqueur, Valentine Robert Gilabert, Charles Sarraut, Julie Wargon, coédition collective, CC BY–NC–ND, 2025.

Ont travaillé à la production de la publication multiformat *Déborder Bolloré* : Adrien, Arnaud, Alaric, Arnaud, Benny, Camille, Clara, Coralie, Éléonore, Emmanuel, Jérôme, Johan, Julie, Léna, Merlin, Nicolas, Pascale, Quentin, Rodhlann, Théo, Yann et Zoé.

actuel : « Alors vous êtes engagé·es ? — Oui… Quel que soit le sens du mot “engagé·es”. »

Qu’est-ce que cela veut dire, être une librairie engagée ?

Si je devais vous expliquer un peu plus précisément qui est L’Affranchie, voici ce que je vous dirais :

– Être une librairie engagée, c’est par exemple choisir toutes les références qui entrent en stock, ne pas s’inscrire aux offices[1] mais les travailler, livre par livre. C’est apprendre à lire entre les lignes, savoir repérer les arnaques, les opportunistes, les faux livres engagés. Prenons l’exemple de Caroline Fourest et de son livre, *Le vertige MeToo*, publié chez Grasset, filiale du groupe Hachette Livre. Cet essai est présenté par la maison d’édition sur son site internet comme : « Un éclairage indispensable pour ne pas transformer une révolution en terreur, et garder le cap : celui de la lutte contre les abus de pouvoir. Cinquante nuances en zone grise. Pour sauver MeToo de ses excès. » Et c’est exactement cette dernière phrase qui à elle seule sonne l’alerte du faux féminisme ! Ce livre s’enfonce crassement dans l’énorme porte ouverte du « pas tous les hommes » du « on ne peut plus rien dire ». Ces manœuvres éditoriales sont d’autant plus subtiles que cela demande d’avoir lu la quatrième de couverture jusqu’au bout, de connaître l’autrice, pour savoir de quoi elle parle exactement. Si j’avais été inscrite aux offices, il est certain qu’Hachette m’aurait livré ce livre parce qu’il est identifié dans leur système bibliographique comme féministe, je l’aurais donc acheté sans le vouloir. Le sujet n’est pas ici de lire ou de ne pas lire cette autrice ou les publications de cette maison d’édition, c’est surtout de savoir que de nombreuses idées sont véhiculées dans les livres et que les raccourcis peuvent être vite faits, que si l’idée est de filtrer les livres aux idéologies fascistes, il faut enquêter, livre après livre.

– Être une librairie engagée, c’est renoncer à vendre des livres alors qu’ils bénéficient de beaucoup de presse, qu’ils sont chroniqués dans les émissions culturelles de grande écoute et qu’ils sont donc susceptibles de générer beaucoup de chiffre d’affaires. Il s’agit de renoncer à ce chiffre d’affaires pour rester cohérentes avec nos choix éditoriaux. Je me souviens d’un passage un jour d’un membre du Centre national du livre à la librairie, qui en regardant notre rayon romans et nouvelles me lançait : « Il vous en manque beaucoup des livres de femmes. » Bien sûr, il ne s’agit pas que d’être une autrice pour intégrer nos rayons, il s’agit surtout de proposer des histoires qui n’encouragent pas les stéréotypes et la binarité de genre : non je ne vends pas les livres de Mélissa Da Costa, publiée au Livre de Poche, filiale d’Hachette Livre, alors qu’elle fait partie des autrices les plus vendues en librairie, tout comme ceux d’Amélie Nothomb, qui

ne manquerait pas un grand dîner mondain même si Trump s'y présentait[2]. La cohérence, c'est une attention constante et assidue. Je me souviens être un jour passée dans une librairie qui se disait féministe et d'avoir retrouvé le dernier Mona Chollet à une étagère du dernier Eric Zemmour. Je ne pense pas devoir expliquer l'incohérence totale de l'affaire.

– Être une librairie engagée, c'est défendre des catalogues, acheter des livres en sachant qu'ils ne se vendront pas seuls, qu'il faudra les lire, les conseiller, les défendre, parce que les médias n'en parleront pas. Ces livres-là sont édités par des maisons d'édition aux ressources humaines et financières limitées, qui ne peuvent donc pas consacrer des budgets faramineux en communication. Contrairement, par exemple, et on s'en souvient, au dernier livre de Nicolas Sarkozy, *Le temps des combats*, publié chez Fayard — filiale d'Hachette Livre —, et dont la couverture était affichée par Mediatransports dans toutes les gares de France à sa sortie en août 2023. La question du budget alloué à la communication est d'autant plus intéressante qu'on sait pertinemment que l'extrême droite est pionnière en matière d'utilisation de la presse et des internets comme biais de légitimation et de diffusion de leurs idées. Chaque librairie a de la visibilité, qu'il s'agisse de sa clientèle, de ses réseaux sociaux, de ses programmes de rencontres, de ses conseils ; choisir de quoi et de qui nous parlons est un outil très puissant à ne jamais sous-estimer.

– Être une librairie engagée, c'est aussi prendre conscience que nous devons parfois négocier avec nos engagements pour survivre. Et même si je suis la première à dire que nous ne pouvons pas profiter du système que nous dénonçons, le fait est que c'est extrêmement difficile de se passer du système, même quand on est une librairie indépendante aussi têtue que L'Affranchie. Par exemple, l'utilisation des réseaux sociaux. Nous savons très pertinemment que Meta n'est pas une entreprise alliée de nos luttes. Pour autant, la visibilité qu'Instagram apporte est irremplaçable, en tout cas pour L'Affranchie. Il est absolument certain que nous n'aurions pas la notoriété que nous avons sans les réseaux sociaux. La librairie s'est d'ailleurs relevée à plusieurs reprises de périodes aux trésoreries inexistantes grâce à des appels à soutien en ligne.

Depuis quelques années, je me suis exprimée régulièrement sur les oppressions systémiques dans le milieu du livre. Comme je l'écris plus haut, une fois que l'on porte les bonnes lunettes, tout est visible. Le sexisme, le racisme, le validisme, le classisme, tout est vraiment visible. Quand je dénonce les violences sexistes et sexuelles de ce milieu, en juillet 2022, lors de la remise des prix des Rencontres nationales de la librairie, je ne m'attends pas à la déferlante de

grande polémique a ému les spectateurices à la sortie du film sur le fait qu'il y avait suffisamment de place sur la planche pour que Jack soit lui aussi sauvé. ↩

5 Muriel Steinmetz, « 80 librairies annoncent vouloir boycotter certains livres édités par le groupe de Vincent Bolloré », *L'Humanité*, 21/11/2024, disponible sur : https://humanite.fr/culture-et-savoir/boycott/80-librairies-annoncent-vouloir-boycotter-certains-livres-edites-par-le-groupe-de-vincent-bollore ↩

6 « HACHETTE LIVRE (VANVES), Chiffre d'affaires, résultat, bilans », *Societe*, disponible sur : https://www.societe.com/societe/hachette-livre-602060147.html ↩

7 « Grand fauve du capitalisme français, catholique traditionaliste et homme de droite réactionnaire […] », biographie de Vincent Bolloré, *Libération*, disponible sur : https://www.liberation.fr/tags/vincent-bollore/ ↩

8 Auteurs : des hommes donc. ↩

9 Amandine Agić, « À mes camarades radicales, à toutes les autres — de l'argent gratuit », dans *Gouines*, Marie Kirschen et Maëlle Le Corre (coord.), Paris, éditions Points, 2024. ↩

10 « Un à-valoir est un paiement partiel, à déduire de ce qui est dû. C'est donc équivalent à un acompte. », « À-valoir » (dernière modification le 3 décembre 2022), *Wikipédia*, disponible sur : https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%80-valoir ↩

11 Juliette Rousseau, *Péquenaude*, Paris, éditions Cambourakis, 2024. ↩

12 Pouvoir qui s'oppose ou fait équilibre à l'autorité établie. « Contre-pouvoir », (dernière modification le 3 janvier 2025), Wikipédia, disponible sur : https://fr.wikipedia.org/wiki/Contre-pouvoir ↩

13 Douce Dibondo est une journaliste et féministe française d'origine congolaise, militante en tant que femme noire, queer et afroféministe. ↩

14 Extraits de la publication Instagram du 20 septembre 2024, disponible sur : https://www.instagram.com/p/DAIiu5Bs0ab/?hl=fr&img_index=1 ↩

15 Edith Burck, *Le Pain perdu*, trad. René de Ceccatty, Paris Éditions du sous-sol, 2023. ↩

Quand je dis plus tôt dans un discours : « Nous [les féministes] sommes juste derrière vous », c'est une erreur. C'est l'extrême droite qui l'est, juste derrière nous. Ils sont là et ils s'immiscent partout, ils envahissent tout, et ils nous regardent nous noyer, l'un·e après l'autre.

> « Les dictateurs sont des manipulateurs, des voleurs de cerveaux, ils connaissent, ils flairent les désirs des gens, et disent au peuple ce qu'il a envie d'entendre. Un vieux jeu qui se répète depuis que le monde est monde[15]. »

Suite à cet appel à soutien, je n'ai pas de solution plus concrète à proposer que de politiser son argent. Libraires, client·es, il faut penser l'acte d'achat comme un acte de résistance. L'économie est pour l'instant le levier le plus fort : retournons le capitalisme contre lui-même. Cela demande de travailler nos stocks, de proposer des rencontres sur des fonds moins connus, de faire connaître des imaginaires qui vont à l'encontre de la fascisation du monde, de remettre des espèces dans nos transactions pour éviter de rémunérer les banques, soyons toustes plus indépendant·es, ça ne sauvera pas le monde mais ça participera à créer d'autres possibles, un acte à la fois.

Parce que s'affranchir collectivement, c'est vraiment mieux.

1 « L'office est un mode d'approvisionnement des librairies en France qui concerne les nouveautés. Il s'agit d'un contrat par lequel le libraire s'engage auprès d'un fournisseur à lui commander un certain volume de livres parmi les nouveautés et qui lui permet de renvoyer les invendus, plus de trois mois et moins de douze mois après la parution. », « Office (librairie) » (dernière modification le 6 février 2024), *Wikipédia*, disponible sur : https://fr.wikipedia.org/wiki/Office_(librairie) Toutes les ressources en ligne ont été consultées en février 2025. ↩

2 Ellen Salvi, « Bardella, champagne et saumon fumé : les égarés de l'édition française », *Médiapart*, 06/02/2025, disponible sur : https://www.mediapart.fr/journal/france/060225/bardella-champagne-et-saumon-fume-les-egares-de-l-edition-francaise ↩

3 Yves Tréca-Durand, « Polémique. Élus et militants LGBT réclament le départ de Christophe Béchu du gouvernement », *Le Courrier de l'Ouest*, 13/07/2022, disponible sur : https://www.ouest-france.fr/pays-de-la-loire/angers-49000/polemique-elus-et-militants-lgbt-reclament-le-depart-de-christophe-bechu-du-gouvernement-47dfc066-02c0-11ed-af6b-c1de6dcf54b6 ↩

4 Jack Dawson, personnage emblématique du film *Titanic* réalisé par James Cameron, meurt glacé dans l'eau en laissant toute la place à Rose DeWitt Bukater sur la planche de bois sur laquelle elle est allongée en attendant les secours. Une

témoignages et de soutiens des consœurs — et de certains confrères — présent·es. Et je ne m'attends surtout pas à être ignorée par toutes les institutions officielles présentes (les différents syndicats nationaux ou régionaux, le CNL, la Sofia — Société française des intérêts des auteurs de l'écrit). Si vous ne connaissez pas les Rencontres nationales de la librairie, il s'agit des rencontres interprofessionnelles des métiers du livre. On compte environ 1 000 libraires, éditeurices, représentant·es, réuni·es le temps d'un weekend pour discuter des problématiques liées à nos métiers au regard des enjeux de société. Cette année-là, nous sommes accueilli·es par la ville d'Angers, représentée par son maire, Christophe Béchu, récemment nommé ministre en charge de la Transition écologique. Il a par exemple réclamé « le retrait — aux abords des écoles — d'affiches représentant des couples d'hommes, illustrations d'une campagne de prévention contre le virus du sida au prétexte qu'elles pouvaient troubler les enfants sur le chemin de l'école[3] ». Nous sommes donc toustes réuni·es dans une salle de conférence, les représentant·es institutionnel·les se relaient, disent leur joie de nous voir toustes ensemble, et Christophe Béchu très enthousiaste, enchaîne les blagues et les clins d'œil. La salle rit. Et je me souviens de ma sidération. La salle rit alors que cette personne est reconnue comme l'un des membres LGBTQIA-phobes du gouvernement. Je suis assise aux côtés d'amies libraires et nous sommes vraiment très mal à l'aise. Le lendemain, je reçois donc le coup de cœur du jury pour mon travail de rencontre et de podcast mené à la librairie depuis 2020, et à cette occasion je vais dire très gentiment que nous ne sommes pas dupes. Nous, les engagé·es, les féministes, les minoritaires, nous voyons très bien ce qui se trame : nos luttes sont capitalisées, sans qu'aucune mesure ne soit prise pour faire cesser les oppressions systémiques, pourtant bien vivaces dans le milieu du livre. Pour être plus claire, nous les voyons très clairement ces maisons d'édition qui publient des auteurs pédocriminels depuis toujours et qui soudainement créent une collection de textes féministes « pour soutenir la parole des femmes ». Je termine ma prise de parole par ces mots : « Nous sommes juste derrière vous », comprendre : les féministes arrivent et ne lâchent pas l'affaire.

L'année suivante, en 2023, j'ai l'opportunité de remettre un prix lors de la 4e édition des Trophées de l'édition. J'ai une minute de parole avant le dévoilement de la lauréate, vous commencez à me connaître un peu, je n'ai pas manqué de dire ce que je pensais des éditeurices présent·es dans la salle. Dans mon monde éditorial, celui que je défends chaque jour à L'Affranchie librairie, je soutiens le travail important de maisons d'édition engagées, je peux nommer par

exemple Hors d'atteinte, les éditions du commun, blast, La Déferlante, L'Arche Éditrice, Divergences, Daronnes, Shed publishing, Hystériques & AssociéEs, et évidemment bien d'autres, qui cherchent à éditer différemment. Ce soir-là, je me vois remettre un prix à l'application de livres audio, Audible, un projet financé par Amazon. Oui, Amazon (exemple concret de négociation avec soi-même, remettre ce prix pour une minute de discours). Je suis sur scène, face aux représentant·es des plus gros groupes éditoriaux : Hachette Livre, Editis, Média-Participations, Madrigall. Et je me répète, je leur dis que nous ne sommes pas dupes, nous les voyons capitaliser sur nos luttes, profiter du besoin de changements de la société pour continuer à s'enrichir tout en continuant de précariser les auteurices, les libraires, les salarié·es. Parce qu'une très grande partie du milieu de l'édition est à l'image de cette cérémonie : des gens qui ont du pouvoir et un seul prix sur tout le palmarès qui récompense la « petite maison d'édition de l'année ». Je peux vous assurer que je ne suis pas restée longtemps au théâtre de l'Odéon, je me souviens encore des regards glaçants qui m'ont été lancés alors que les coupes de champagne brouillaient déjà pas mal de regards.

Ce que je veux dire en vous racontant ces deux prises de parole c'est :

1. Je ne veux pas m'étendre sur ma capacité à me faire des ennemis, institutionnels et masculins, mais il me semble important de parler des conséquences de mes prises de parole. Lorsque je parle, je n'imagine pas que cela aura des répercussions financières sur L'Affranchie. Parce que je ne dis rien que personne ne sache déjà, parce que je reste polie et souriante, je ne crie pas. Chaque année en juillet, les libraires peuvent déposer une demande d'aide au Centre national du livre pour le développement des animations, il s'agit du VAL, aide aux librairies pour la mise en valeur des fonds et de la création éditoriale, pour soutenir l'activité des librairies de qualité. J'ai repris la librairie en 2012 et chaque année depuis la reprise nous avons reçu cette aide, elle a même augmenté d'année en année compte tenu du nombre important de rencontres que nous organisons. Si vous avez bien suivi, en juillet 2022 je reçois un prix, une reconnaissance professionnelle pour mon travail de rencontre et de podcast. Et bien cette année-là, 4 mois après mon discours, l'aide annuelle passe de 4 500 € à 3 500 €. Pourquoi ? Sans explication. Je décide de ne plus demander cette aide. Parce que je suis butée et que dans toute ma cohérence, je ne veux plus recevoir d'argent d'une institution qui n'est pas en accord avec mes engagements. Je ne fais pas le procès du CNL ici, je dis juste : heureux sont les hommes, heureux sont les Blancs, heureux sont les généralistes qui trouvent

Région
Hauts-de-France
Groupe Rassemblement National Indépendants et Apparentés

Sébastien CHENU
Député du Nord
Président du groupe Rassemblement national, Indépendants et Apparentés au Conseil régional des Hauts-de-France

Carlos DESCAMPS
Conseiller régional des Hauts-de-France

Patricia PLANCKE
Conseillère régionale des Hauts-de-France

Rassemblement National

Libraire L'Affranchie
6 place Sébastopol
59000 LILLE

À Lille, le 26 septembre 2024,

Mesdames,

Nous vous adressons cette lettre afin de vous faire part de notre soutien face à la situation délicate dans laquelle se trouve votre librairie. Les librairies indépendantes font partie de la grande tradition culturelle française à laquelle nous sommes très attachés, le féminisme et les arts sont des sujets qui nous tiennent fortement à coeur. Nous nous réjouissons de voir que votre appel sur les réseaux sociaux ait commencé à porter ses fruits. Espérons que les semaines à venir permettent à votre librairie de s'éloigner définitivement des parages obscurs qui assombrissaient l'avenir de votre boutique.

Le groupe Rassemblement national, Indépendants et Apparentés au Conseil régional des Hauts-de-France se joint à nous pour vous partager nos plus chaleureux encouragements.

Nous vous prions d'agréer, Mesdames, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Sébastien CHENU **Carlos DESCAMPS** **Patricia PLANCKE**

Conseil régional des Hauts-de-France - 151, Avenue du Président Hoover 59000 Lille –
Groupe Rassemblement National, Indépendants et apparentés – sebastien.chenu@hautsdefrance.fr

passer l'info, journaux, radio, reportage télévisé, L'Affranchie est partout. Le soutien va aussi venir des consœurs et confrères par leur écoute, leurs messages d'encouragement et leur argent. Parce que oui, lorsqu'une librairie indépendante a une trésorerie stable, elle peut aussi proposer une aide financière rapide, un prêt, à une autre structure (contrepouvoir : se passer des banques), et l'aide inestimable de cette librairie amie m'a permis de payer le loyer et les traites Hachette Livre impayées immédiatement. Les chiffres d'affaires de septembre et d'octobre vont ainsi ressembler au chiffre d'affaires du mois de décembre, grâce à la clientèle de toute la France qui a voulu aider une librairie indépendante et engagée à continuer d'exister.

Cette partie de l'histoire, c'est la belle et surprenante aventure d'une librairie qui s'est faite entendre et qui va réussir à payer ses dettes, ne plus avoir d'impayés pendant quelques mois et tenter d'avoir une toute petite trésorerie (pour le moment on maintient environ 5 000 € sur le compte). Fin septembre, une semaine après l'appel, alors que je m'occupe de la comptabilité, les yeux rivés sur le compte en banque qui sort enfin du rouge, je trouve dans le courrier, cette lettre du Rassemblement national :

écoute et argent auprès de cette institution financée par le ministère de la Culture, financée par nos impôts, et dont les coupes budgétaires annoncées ne vont pas arranger les choses en matière de répartition des aides. Aux dominants l'argent public.

2. Autre chose, la partie visible de l'iceberg des problèmes dans le milieu du livre ne représente que 10 % de ce qui s'y passe réellement. Mais ce qui est historiquement et scientifiquement connu avec les icebergs — et les problèmes — c'est qu'une fois qu'on est en mesure de les voir, ces 90 % immergés, la noyade est imminente. (Oui, il y avait assez de place pour que Jack soit sauvé[4].) Alors, si on en revient à notre sujet, qui va être sauvé·e de la catastrophe annoncée dans notre cher milieu du livre ?

Ce qui est formidable avec les engagements féministes, c'est qu'en pensant d'abord « simplement » lutter pour l'égalité entre les femmes et les hommes, on se retrouve à écrire un texte pour dénoncer l'emprise de l'empire Bolloré sur le milieu du livre (en passant par des références de pop culture sûres, telles que le sont la princesse Diana et *Titanic*). Parce que oui, 13 088 signes plus tard, je le nomme, après avoir pris le risque d'écrire Amazon, j'écris Bolloré. Je l'invite dans la conversation ou plus exactement je vais vous dire ce que j'en pense de toute cette affaire d'emprise.

D'après le dictionnaire *Larousse* (marque éditoriale du groupe Hachette depuis 2004), voici une double définition de cette dernière :

> Emprise
> *nom féminin*
> (participe passé féminin de l'ancien français *emprendre*, entreprendre)
> 1. Ascendant intellectuel ou moral de quelqu'un ; influence de quelque chose sur une personne : Être sous l'emprise d'une passion.
> Synonymes :
> ascendant – empire – influence
> Psychanalytique :
> 4. Relation de domination, de manipulation et de maltraitance, utilisant la violence psychologique (dévalorisation, isolement de l'entourage, contrôle, menaces, etc.), voire la violence physique ou l'abus sexuel, en alternance avec des marques d'affection, ce qui a pour effet de vulnérabiliser une personne (conjoint, par exemple) et de la maintenir dans un état de dépendance psychologique et/ou matérielle.

Lorsque nous nommons l'emprise de l'empire Bolloré sur le milieu du livre — et des dictionnaires —, il s'agit donc de montrer que le groupe éditorial Hachette Livre domine et maintient dans un état de dépendance les libraires, par le nombre de marques éditoriales qu'il représente, autant que par les idées qu'il véhicule. Et évidemment, je vais vous en parler par le prisme de L'Affranchie librairie. Je ne suis spécialiste d'aucune autre structure, aucune autre entreprise, mes réflexions ne concernent donc que mon expérience. Lorsque les coéditeurices à l'origine de cette publication m'ont demandé d'écrire sur ce sujet, il a été très vite précisé que je n'étais pas en accord avec l'appel au boycott de ce groupe éditorial en librairie[5]. Que je voyais cela comme une fausse solution, qui tend simplement à s'occuper des 10 % visibles de l'iceberg (Hachette Livre) sans prendre en compte les 90 % immergés (la fascisation du milieu du livre). Alors je vais essayer de faire simple et d'être précise en arrivant enfin à la consigne d'écriture : déborder Bolloré, depuis ma position de libraire engagée.

Déborder Bolloré, c'est savoir que notre société a un fâcheux besoin de personnifier les idées. C'est-à-dire qu'il est plus facile de dire que Vincent Bolloré est le problème et de tenter de le combattre lui, comme l'homme dont la chute règlerait tout, plutôt que de réellement se questionner sur la fascisation du milieu du livre. Donc oui, Hachette Livre domine le marché avec un chiffre d'affaires, illisible pour la plupart d'entre nous, de 1 366 400 000,00 € en 2023[6] (c'est le moment où vous vous rappelez que L'Affranchie a fait 300 000 € HT de CA la même année) : « [en 2022] Les Français ont acheté 364 millions de livres neufs imprimés générant un chiffre d'affaires de 4,3 milliards d'euros », explique Sandrine Vigroux, responsable GfK Market Intelligence Biens culturels. Hachette Livre représente donc environ ¼ du chiffre d'affaires global de la vente de livres neufs (ne me demandez pas de positionner L'Affranchie s'il vous plaît). Cette domination écrasante du marché n'est pas nouvelle et Vincent Bolloré n'est lui-même pas nouveau, il rôde dans les milieux de la culture depuis longtemps déjà, rachetant ici et là tout ce qu'il peut pour étendre son empire et continuer à diffuser tranquillement ses idéologies[7]. Alors concrètement, vous commencez à mieux connaître L'Affranchie librairie, un fonds engagé, moins d'1 % de références écrites par des auteurs[8] hétéros cisgenres, fervente dénonciatrice de l'opportunisme éditorial, et bien cette librairie idéale que l'on décrit gentiment comme radicale, malgré tout son travail pour la valorisation des maisons d'édition engagées, compte Hachette Livre comme son deuxième plus gros chiffre d'affaires en 2024. Oui vous lisez bien, L'Affranchie librairie survit parce qu'elle vend pour

Contre Allée, aux éditions Le Sabot, Zoé poche, Argyll, Mémoire d'encrier, Les Plumées chez Talents Hauts, Goater).

Évidemment, je n'ai pas de solutions toutes faites. Je ne peux pas vous dire : « faites tout cela et nous allons déjouer le grand capital fasciste pour toujours. » Par contre, je peux vous raconter une dernière histoire. Une belle histoire, avec son lot de suspens, son pic horrifique et sa fin heureuse.

En septembre 2024, je reçois un avis de ma banque m'indiquant que le loyer de la librairie n'est pas passé. Que notre découvert autorisé de l'été ne peut être reconduit. C'est jeudi matin, je suis seule à la librairie, je suis fatiguée et je n'ai pas vraiment d'idée pour trouver de l'argent rapidement. Je reçois le jour même un mail du service recouvrement d'Hachette Livre, notre compte est bloqué suite à notre impayé du mois dernier. J'ai une rencontre la semaine suivante avec Sophie Pointurier et Sarah Jean-Jacques à l'occasion de la parution de leur livre, *Le déni lesbien. Celles que la société met à la marge*, édité chez HarperCollins, distribué donc par Hachette Livre. Je ne vais pas recevoir le livre, puisque le compte est bloqué. Je vais alors comme ça sans trop réfléchir écrire une publication sur Instagram en expliquant comment il nous manque 15 000 € pour payer nos dettes du mois et le loyer.

> « Ça n'est pas facile de vous dire que nous avons toujours des difficultés financières. Mais L'Affranchie survit surtout grâce à vous depuis tant d'années donc je préfère vous inclure aussi dans nos réflexions et recherches :
> – on a besoin de 15 000 €
> – si chaque personne qui suit ce compte achète un livre on est sauvées pour le moment. Si vous le pouvez, passer nous voir, et si vous êtes loin ou occupé·e vous avez + de 6 800 références disponibles sur notre site internet : www.laffranchielibrairie.com
> L'Affranchie est une librairie pleine de joie et de fureur de vivre. Vous êtes presque 13 000 ici, si chacun·e d'entre vous achète un livre, on est sauvées. C'est facile dit comme ça non[14] ? »

Quand j'écris ces mots, nous sommes deux mois après la dissolution de l'Assemblée nationale par le président de la République Emmanuel Macron. Et ce que je propose c'est une action simple et compréhensible. Pour combattre l'extrême droitisation du monde, acheter un livre dans une librairie engagée. L'appel a été largement entendu puisque plus de 600 commandes sont passées en une semaine sur notre site de ventes en ligne, et que des centaines de personnes viennent à la librairie acheter un ou plusieurs livres. Les médias, soulagés d'avoir enfin une bonne nouvelle à relayer vont faire

d'Hachette Livre, on oublie que les 90 % des problèmes immergés sont déjà en train de pourrir le milieu du livre. Et qu'une nouvelle injonction ne sert simplement à rien du tout et ne sauvera absolument personne.

Là, vous vous dites d'accord, on arrête de personnifier le mal, on pense le système de domination libéral et fasciste dans son ensemble, on arrête les injonctions, on n'en a pas toustes les moyens. Et alors, on fait quoi maintenant ?

On fait quoi maintenant ? On contrepouvoir[12].

L'Affranchie le fait jour après jour, valoriser les fonds engagés, oui, mais aussi favoriser la cohérence éditoriale tout en faisant du cas par cas. Exemple, jamais L'Affranchie ne se passera du livre de Douce Dibondo, *La Charge raciale*, publié chez Fayard début février 2024. Lise Boëll prend la tête des éditions Fayard en février 2024, elle est, par exemple, l'éditrice historique d'Eric Zemmour, et plus récemment celle de Jordan Bardella. Malgré l'envie irrépressible de le faire, on ne peut pas appeler au boycott total de Fayard parce que cela veut dire pour le moment boycotter une partie de la pensée primordiale de Douce Dibondo[13]. Mais comme la vie est parfois bien faite, le format poche de *La charge raciale* est annoncé aux éditions Payot (groupe Actes Sud) en juin 2025. Donc oui, on négocie quelques mois avec soi-même le temps de trouver des solutions plus durables et plus satisfaisantes.

Depuis juin 2024, des libraires engagé·es contre le fascisme échangent sur leurs pratiques et leurs idées pour contrer l'extrême droitisation des imaginaires. Alors que je cherchais ce que je pourrais vous proposer comme solution affranchie, une libraire (merci Chloé) a partagé son idée de remplacer les éditions LGF / le Livre de Poche, filiale du groupe Hachette Livre, par leurs équivalents dans d'autres groupes éditoriaux. Parce que oui, les classiques, une fois tombés dans le domaine public sont disponibles, en général, dans plusieurs éditions à des prix assez équivalents. Ce qui m'a fait me demander : quelle place occupent les poches dans mon satané 50 000 € de chiffre d'affaires Hachette Livre ? La réponse est très intéressante puisque sur les 50 000 €, 9 000 € sont des ventes LGF / Le livre de Poche. J'aime l'idée de faire parler nos chiffres. Nos client·es achètent des poches, de plus en plus d'ailleurs, parce que les prix des livres sont de plus en plus élevés. Certaines références peuvent être achetées dans d'autres maisons d'édition, d'autres ne pourront pas l'être, des maisons d'édition indépendantes proposent aussi des versions livres de poche de textes contemporains, fouillons les catalogues, trouvons des petits prix engagés (par exemple à La

50 000 € de son chiffre d'affaires les publications du groupe Hachette Livre, au coude à coude avec Union distribution — groupe Madrigall (Makassar arrive en huitième position avec 35 000 € HT).

Le jour où j'ai vu la répartition des chiffres d'affaires annuels de la librairie, je n'en croyais pas mes yeux. J'ai vérifié, comparé, cliqué ici et là, aucune erreur, cette librairie dont j'ai pensé le fonctionnement et le développement dans la plus grande cohérence avec nos engagements féministes survit notamment grâce aux ventes de livres édités par des maisons d'édition appartenant au groupe Hachette Livre. Donc L'Affranchie est aussi sous son emprise. J'étais sans doute un peu naïve, d'accord, de penser que nous pouvions réellement faire différemment. Donc quand je lis qu'il faut boycotter Hachette livre, deux sirènes alertent mes pensées :

1. L'Affranchie ne peut pas survivre pour le moment sans Hachette Livre.

2. Quels sont ces livres que nous vendons et qui représentent un sixième de notre chiffre d'affaires ?

Certaines librairies, dont certaines sont signataires de l'appel au boycott, réussissent à survivre sans l'un ou l'autre des principaux groupes éditoriaux. Il s'agit sans doute de librairies généralistes, qui peuvent se rattraper sur les autres grands groupes éditoriaux et compenser la perte en vendant d'autres livres. Pour L'Affranchie, c'est un peu différent, même si les publications engagées se sont largement développées, elles restent limitées. Et au-delà de le faire ou non, cet appel au boycott est encore une injonction qui ne prend pas en compte les conditions matérielles de chacun·e.

Nos conditions matérielles à L'Affranchie : la librairie m'a été transmise en 2012 alors que j'avais 24 ans. Sur mon compte épargne à ce moment-là, moins de 3 000 €, gagnés l'été en travaillant dans la verrerie près de chez mes parents. L'Affranchie librairie est une SCOP, j'en suis la salariée gérante, avec une rémunération de 1 500 € net par mois. La librairie est locataire, le loyer mensuel est de 2 600 € TTC. Depuis septembre 2023, Lucie Telle est la première libraire embauchée à temps plein après son apprentissage d'un an, pour lequel nous avons reçu une subvention annuelle de 8 000 € de la Région Hauts-de-France. Jusqu'en septembre 2024, elle était rémunérée au smic, depuis cette date et suite à l'arrêt de ses APL, j'ai pu l'augmenter pour qu'elle reçoive elle aussi 1 500 € net par mois. Je n'ai pas de PEL, pas de famille ou de conjointe dont la richesse serait comme un matelas de sécurité. Mon travail est ma seule source de revenu, le chiffre d'affaires mensuel de la librairie est le seul moyen de payer nos rémunérations et loyers. En janvier 2025,

mon compte épargne est tout simplement vide et cela depuis de nombreuses années déjà.

Qui a les moyens matériels de faire différemment ? Qui peut réellement boycotter, militer, résister, quitter un réseau social ? Lorsque je décide de ne pas vendre de livres écrits par des hommes hétéro cisgenre, j'accepte le risque de perdre le chiffre d'affaires que la vente de leurs livres produirait. Libraire est un métier bien singulier. Bon nombre de gérant·es peuvent prendre le risque de ne pas se payer. D'ailleurs il est commun pour les libraires de ne pas se rémunérer les premières années après l'ouverture de leur librairie. Parce qu'iels ont des droits au chômage par exemple, ou, aussi, parce qu'iels ont un capital personnel qui peut leur permettre de vivre sans rémunération (économies dues à un précédent emploi, héritage, rentes, compagnon·nes aux revenus suffisants). Quand je pose la question « qui a les moyens matériels de boycotter ? », je pense à ce capital personnel, cet argent qui soutient l'indépendance et la liberté et qui, étant loin d'être dans toutes les poches, participe largement à la possibilité ou non de se priver d'un chiffre d'affaires, de faire grève, de consommer de telle ou telle façon.

> « Créons des collectifs où personne n'aura le temps d'être militant à temps plein, et on verra si la Révolution advient plus vite[9]. »

Je suis libraire, j'ai donc commencé par nos conditions matérielles. Pour autant, jamais je ne dirais que nous sommes les plus précaires, cette place infernale revient évidemment aux auteurices qui reçoivent entre 6 et 10 % de droits sur chaque livre vendu. Je reformule donc ma question : qui peut se permettre de vivre de ces conditions ? Et si je vais plus loin, qui profite de la précarisation des auteurices qui sont pourtant à la base créative de toute la chaîne ? Pas d'auteurices ? Pas de livres. Pas de livres ? Pas de chaîne du livre. La question de la rémunération des auteurices est aussi un bon exemple de la négociation constante entre les engagements et la survie. Lorsque l'appel à boycott a été lancé, certaines autrices féministes publiées dans les maisons d'édition du groupe Hachette Livre ont été interpellées sur les réseaux sociaux. Et quand je dis interpellées, je dis en réalité accusées de pactiser avec le diable. Alors même si je suis d'accord pour affirmer qu'il est préférable théoriquement d'être éditée dans une maison d'édition indépendante et engagée lorsqu'on est féministe, je sais aussi que ça n'est pas possible financièrement pour toustes. Être publiée par une grande maison d'édition permet de recevoir de plus gros à-valoir[10] qu'en général dans les plus petites maisons d'édition. La question des moyens matériels se pose donc ici aussi, qui peut dire non à une rémunération de 10 000 €, 20 000 €, 30 000 € ? Et ces sommes sont loin d'être régulières, très très peu d'auteurices vivent réellement de leurs droits.

> « Dans un secteur où la précarité domine, peu d'entre nous vivent de leur métier et la création littéraire n'est que rarement rémunérée, continuant de faire de l'écriture une pratique exceptionnelle et souvent privilégiée. À l'heure où j'écris ces lignes, des organisations d'artistes-auteurices défendent la mise en place en France d'un statut qui permettrait de garantir la continuité de nos revenus, par l'augmentation de la contribution des diffuseurs. À celles et ceux qui se demandent comment l'écriture pourrait participer à changer radicalement la société, une première piste de réponse : garantir la possibilité d'en vivre pour celles et ceux qui la pratiquent, l'inscrire plus avant comme un bien commun et non un bien marchand en l'extrayant des logiques concurrentielles et de marché dans lesquelles elle est prise[11]. »

Alors que je me relis, en mars 2025, un livre attire fortement mon attention, il s'agit de *Pour une sécurité sociale de la culture*, par le groupe culture du Réseau Salariat, aux éditions du Croquant. Je n'ai pas le temps de le lire immédiatement pour vous en parler mais ces réflexions, tout comme celles de faire passer en intermittence le statut d'auteurice, sont autant de démarches visant la professionnalisation du métier (= écrire est un métier, pas juste un don au monde qui ne nécessite pas de salaire puisque ce serait une passion).

Si collectivement nous ne prenons pas le temps de réfléchir à ces questions complexes de rémunérations et de visibilité, un risque plus grand nous attend avec impatience, celui de ne plus avoir le choix. Parce qu'une fois que les tenants de l'ultralibéralisme seront les seuls vendeurs de livres, que les éditeurices indépendant·es et engagé·es ne tiendront plus le coup et que les auteurices qui ont vraiment quelque chose à écrire seront fatigué·es de le faire gratuitement, qu'est ce que cela donnera d'après vous ? Un monde où celleux qui ont le pouvoir économique détiendront sans grand effort le pouvoir culturel. Ce pouvoir-là, littéraire, cinématographique, musical, ce pouvoir du divertissement est politique. Il porte en lui seul toute l'évasion, toute la liberté, toute la force d'émancipation des dynamiques d'oppressions. Si ce pouvoir est détenu par le fascisme, alors, la culture sera fasciste. Donc, si on en revient à mon image si habilement trouvée de l'iceberg, en arrêtant notre action au boycott